b) Elèves de la Providence

Le Maire expose au Conseil Municipal que les familles ayant choisi d'envoyer leurs enfants au collège privé ont demandé que la commune prenne en charge la part « famille » (130€) du transport scolaire.

Outre le transport vers le collège, la carte de bus permet aux enfants de se rendre à Dieppe ou à Saint-Nicolas-d'Aliermont vers des lieux culturels, des manifestations, etc.

Le Maire propose que la commune prenne en charge une partie de la part « famille » pour permettre l'égalité d'accès à la culture pour les enfants de la commune.

Le Conseil Municipal approuve cette proposition et décide de verser 50€ dès la rentrée 2016 aux familles qui achèteront la carte de bus pour le transport de leur enfant vers un collège privé.

IV)

ENTRETIEN PROFESSIONNEL DES PERSONNELS

Le Conseil Municipal décide de mettre en œuvre pour les années 2016 et 2017 en lieu et place de la notation, l'entretien professionnel à tous les fonctionnaires titulaires soumis, par leur statut, à la notation. La valeur professionnelle, telle qu'elle est appréciée au terme de l'entretien professionnel est déterminée sur la base de critères soumis à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire, tenant compte de la nature des tâches exercées et du niveau de responsabilité assumé.

Ces critères portent notamment sur :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation d'objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la proposition ci-dessus.

V)

REFONTE DES TERRITOIRES

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite Loi NOTRe) définissant le cadre dans lequel devra s'effectuer la révision du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale et portant le seuil minimal de population que devront désormais comporter les EPCI à fiscalité propre à 15 000 habitants,

Vu le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale présenté par Monsieur le Préfet le 02 octobre 2015 et notifié le 06 octobre 2015 pour avis

Considérant les délibérations des Conseils Municipaux de :

- Canehan des 17 septembre 2015 et 28 octobre 2015
- Cuverville sur Yères des 22 septembre 2015 et 29 octobre 2015
- Saint Martin le Gaillard des 17 septembre 2015 et 29 octobre 2015
- Sept Meules du 26 octobre 2015
- Touffreville sur Eu des 25 septembre 2015 et 29 octobre 2015
- Villy sur Yères des 18 septembre 2015 et 29 octobre 2015

demandant l'autorisation de sortir de la communauté de communes Yères et Plateaux (N°2015.11.02/6 du 02 novembre 2015) émettant, à l'unanimité, un avis défavorable au projet de schéma départemental de coopération intercommunale présenté par Monsieur le Préfet et acceptant la requête des communes de Canehan, Cuverville sur Yères, Saint Martin le Gaillard, Sept Meules, Touffreville sur Eu et Villy sur Yères d'un principe de leur sortie de la communauté de communes Yères et Plateaux pour rejoindre, selon leur désir, la Communauté de communes de Monts et Vallées ; les critères de retrait restant à définir.

Le Conseil Municipal décide d'accepter le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale relative au rattachement de la Communauté de Communes du PETIT CAUX ou de la Commune Nouvelle de PETIT CAUX qui s'y substituera et de la commune d'Avesnes en Val à la Communauté de communes de MONTS ET VALLEES et accepte le rattachement des communes de Canehan, Cuverville sur Yères, Saint Martin le Gaillard, Sept Meules, Touffreville sur Eu et Villy sur Yères au future ensemble intercommunal précité dans la mesure où il s'agit du bassin de vie quotidienne de leurs habitants.

VI)

AVENIR DE L'ECOLE

Le Maire informe le conseil municipal de la situation de l'école :

- Le dernier conseil d'école a fait apparaître l'inquiétude des parents et des enseignants devant la réduction des effectifs au cours des prochaines rentrées scolaires. En septembre 2016, 72 élèves seulement sont attendus, d'où la menace de départ de familles et de mutation des enseignantes si des classes à trois niveaux devenaient incontournables avec une suppression de classe.
- Depuis, les élus ayant assisté au Conseil d'École et elle-même ont pris contact avec les maires des communes de DAMPIERRE et MEULERS et se sont réunis une première fois afin d'évoquer un possible regroupement de nos trois écoles. Au cours d'une deuxième rencontre, ils ont visité les locaux de chaque commune, ce qui leur a permis d'imaginer une répartition adaptée des élèves dans chaque structure. Enfin, ils ont, la semaine dernière, en présence de Monsieur le Président de l'actuel SIVOS DAMPIERRE-MEULERS, rencontré Monsieur l'Inspecteur de l'Éducation Nationale afin d'évoquer avec lui la faisabilité de ce projet.
- À ce jour, ils attendent la réponse de Madame l'Inspectrice d'Académie afin de savoir s'ils doivent poursuivre leur réflexion pour la mise en place d'un regroupement dès la rentrée 2016.
- Si cette réponse est positive, nous nous orienterions vers :
 - deux classes maternelles à MEULERS (1 PS-MS, 1 GS dans des locaux superbes!)
 - trois classes (1 CP, 1 CE1, 1 CE2) à SAINT-AUBIN-LE-CAUF
 - deux classes (1 CM1, 1 CM2) à DAMPIERRE

- Les parents n'auraient pas à changer leurs habitudes. La garderie continuerait d'accueillir les enfants le matin et le soir. Le ramassage se ferait par rapport aux horaires de classe qui pourraient être légèrement modifiés pour tenir compte des temps de trajet vers chaque école. Les cantines seraient maintenues à MEULERS et à SAINT-AUBIN-LE-CAUF mais les enfants qui rentrent manger chez eux ou chez une nourrice seraient ramenés en bus dans leur commune après la classe du matin et reconduits l'après-midi dans leur école de rattachement.

Le conseil municipal entérine ce projet de regroupement pédagogique au sein d'un SIVOS regroupant les trois communes.

Il autorise le maire à effectuer les démarches nécessaires pour le voir aboutir.

VII) CONVENTION : GROUPEMENT DE COMMANDES - BALAYAGE

Le Maire rappelle le problème évoqué concernant la difficulté pour les deux agents communaux à assurer le balayage sur tout le territoire de la commune.

La commission « espaces communaux – voirie » qui s'est réunie le 22 octobre propose d'adhérer au groupement de commandes de la CCMV pour le balayage dans la commune à raison d'une fois par mois pendant huit mois.

Sachant que le balayage représente 13 kms, que le coût est de 71,60 €TTC de l'heure, la dépense est estimée à 4000€TTC/an.

Accord du Conseil Municipal

VIII) DECISIONS MODIFICATIVES

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal adopte la modification budgétaire suivante :

Section d'investissement

Compte 21 534	- 50 000
Compte 2041582	+ 50 000

IX) AMORTISSEMENT DES RESEAUX

Le Maire indique que les effacements de réseaux ainsi que les réseaux France Telecom doivent être imputés au compte 2041582.

A ce titre, cette dépense donne lieu à amortissement dont il convient d'en fixer la durée. Le Maire propose un amortissement sur 15 ans.

Accord du Conseil Municipal

X)	MAISON SNCF
-----------	--------------------

Le Maire expose au Conseil municipal que depuis quelques temps, la commune s'est posé la question de préempter le bien à usage de logement, ancien passage à niveau n°102 cadastré section B n°1190 sis 160 route de la Source.

Cette maison, de par sa situation au cœur du village, proche de la Mairie et de l'église mais surtout placée aux abords de l'Avenue Verte présente un grand intérêt pour la commune.

La SNCF, propriétaire du bien, est vendeuse au prix de 47 250 € hors frais de négociation et d'acquisition.

Le Maire propose au Conseil municipal de préempter ce bien et de concrétiser la transaction sur les bases énoncées ci-dessus.

Accord du Conseil Municipal

XI)	TAXE D'AMENAGEMENT
------------	---------------------------

En référence à la délibération n°14-84 en date du 05 novembre 2014, le Maire indique au Conseil municipal que la taxe d'aménagement en remplacement de la Taxe Locale d'Equipement est applicable à toutes les constructions soumises à déclaration ou permis de construire au taux de 3%.

Le Maire invite le Conseil Municipal à reconsidérer la taxation des abris de jardin suite à un courrier de la préfecture.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal décide de reconduire le taux de la taxe d'aménagement à 3% sur l'ensemble du territoire communal et l'exonération des abris de jardin soumis à déclaration d'une surface inférieure à 20 m².

XII)	QUESTIONS DIVERSES
-------------	---------------------------

1) Recensement de la population

Le Maire rappelle au Conseil Municipal, qu'en 2016, la commune de Saint-Aubin-le-Cauf doit organiser les opérations de recensement de la population.

A ce titre, il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement et de fixer le nombre d'agents recenseurs au regard du nombre des districts créés.

Le Conseil Municipal désigne Madame MUE Carole comme coordonnatrice de l'enquête de recensement et Mesdames HERMENT Fabienne et POIS Christine comme agents recenseurs.

Accord du Conseil Municipal

2) Achat divers

Le Maire indique au Conseil municipal la nécessité d'acquérir divers matériels.

Il s'agit de faire l'acquisition d'éléments acoustiques pour réduire le bruit de la cantine, d'un aspirateur pour l'école, d'un compresseur, de clés sur organigramme et d'informatique pour l'école.

La dépense globale est estimée à 4 500 €TTC.

Accord du Conseil municipal

3) Remboursement

Un élève a abimé ses chaussures neuves à la barrière de l'école fraîchement repeinte dans le cadre scolaire.

La famille de l'enfant a fait le nécessaire auprès de son assurance mais elle ne peut bénéficier de la garantie "recours".

Le Maire donne lecture du courrier transmis par l'assureur et propose que la commune rembourse la somme de 39,99€correspondant à la facture de la paire de baskets.

Approbation du Conseil municipal.

4) Préau

Le Maire expose le problème abordé à de nombreuses reprises en Conseil Municipal concernant la surface du préau de l'école qui est nettement insuffisante.

Il est nécessaire d'opter pour une solution peu onéreuse compte tenu de l'orientation que prend la Direction des Écoles Le choix s'oriente vers un appentis entre les murs de la cantine et de la classe maternelle. La charpente en lamellé-collé sera fabriquée par le Lycée du bois. La couverture sera en plaques de polycarbonate. Le travail sera effectué en régie

La dépense des travaux est estimée à 2 000€

Accord du Conseil Municipal